



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83107 – TOULON CEDEX

MARCHÉ POUR L'AGENCEMENT DU STAND DE « VAR BUSINESS ATTRACTIVITÉ » POUR LE SIMI 2025
(SALON DE L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE) POUR LA CCI DU VAR

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 13 feuillets numérotés de 1 à 13

Table des matières

CHAPITRE I – GÉNÉRALITÉS	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE	3
ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	4
CHAPITRE II – PRIX ET RÉGLEMENTS DES COMPTES	5
ARTICLE 5 – PRIX	5
ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX	5
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE FACTURATION	5
ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE	6
ARTICLE 9 – AVANCE	6
ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE	6
CHAPITRE III – EXÉCUTION DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 11 – NATURE DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 12 – DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION	7
ARTICLE 13 – PÉNALITÉS ET CLAUSE PÉNALE	7
13-1 – PÉNALITÉS	7
13-2 – CLAUSE PÉNALE	7
ARTICLE 14 – CONDUITE DES PRESTATIONS	8
14-1 – ÉQUIPE AFFECTÉE	8
14-2 – RESPONSABLE DE LA MISSION	8
14-3 – RECUSATION DU PERSONNEL	8
ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITÉ	8
ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	9
CHAPITRE IV – UTILISATION DES RÉSULTATS	10
ARTICLE 17 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	10
CHAPITRE V – CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	11
ARTICLE 18 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	11
CHAPITRE VI – RESILIATION DU MARCHÉ – INEXÉCUTION DU MARCHÉ – DISPOSITIONS DIVERSES	12
ARTICLE 19 – RESILIATION	12
19.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES	12
19.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL	12
ARTICLE 20 – EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
ARTICLE 21 – LITIGES	12
ARTICLE 22 – DISPOSITIONS DIVERSES	12
22.1 – NON VALIDITÉ PARTIELLE	12
22.2 – RÉFÉRENCE	12
22.3 – ANNEXES DU MARCHÉ	13
22.4 – LANGUE	13
22.5 – NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE	13
22.6 – MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION	13
ARTICLE 23 – RECOURS À LA PROCÉDURE NÉGOCIÉE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	13
ARTICLE 24 – DÉROGATIONS AU CCAG PI	13

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché porte sur la réalisation de l'agencement du stand de Var Business Attractivité, agence de promotion et d'attractivité de la CCI du Var pour le SIMI 2025 (salon de l'immobilier d'entreprise).

Le SIMI 2025 se tiendra du 9 au 11 décembre 2025, Porte de Versailles, à Paris.

La prestation comprend également le pilotage de l'agencement, la fabrication, la livraison, la bonne installation du matériel et des éléments de décoration sur le lieu de l'événement (montage et démontage), l'enlèvement de déchets et le chargement / déchargement du véhicule en gare.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seule foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seule foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG PI), applicables aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
6. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après la réception de la notification du présent marché.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

ARTICLE 5 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant le prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au titulaire, aux co-traitants et aux sous-traitants.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite du site concerné.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG PI, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix est : l'indice Syntec.

L'actualisation de prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = \frac{I_{m-3}}{I_0}$$

avec :

I_0 = Valeur de l'indice de référence au mois d'établissement des prix.

I_{m-3} = Valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations.

sous réserve que le mois m du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire. Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.
Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> /

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 9 – AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 10 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 13 et 19.1 du présent CCAP

ARTICLE 11 – NATURE DE LA PRESTATION

Le présent marché a pour objet la réalisation de l'agencement du stand de Var Business Attractivité, agence de promotion et d'attractivité de la CCI du Var pour le SIMI 2025 (salon de l'immobilier d'entreprise).

La prestation comprend également le pilotage de l'agencement, la fabrication, la livraison/reprise du stand, la bonne installation du matériel et des éléments de décoration sur le lieu de l'événement (montage et démontage), et l'enlèvement des déchets.

ARTICLE 12 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION

12-1 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification jusqu'à la fin d'exécution des prestations.

12-2 – DELAIS D'EXECUTION

La livraison à Paris Expo Porte de Versailles, Paris, et le montage final devront être impérativement terminés le **lundi 8 décembre 2025 à 20h00**.

Pour les horaires de montage et de démontage, voir les informations standistes/décorateurs disponibles sur le document « Règlement d'architecture et de décoration » **annexe n°1 au CCTP**.

ARTICLE 13 – PENALITES ET CLAUSE PÉNALE

13-1 – PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article, non libératoires, s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Pénalités pour non-respect des délais contractuels tel que défini à l'article 10 du présent C.C.A.P: **500 € par heure de retard à compter de l'ouverture du salon au public (Mardi 9 décembre 2025 à 9h00)**.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

13-2 – CLAUSE PÉNALE

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 13.1, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 19.1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 – CONDUITE DES PRESTATIONS

Le responsable de la mission du titulaire est indiqué dans l'acte d'engagement.
Les personnels du titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier. De plus, il n'existe aucun rapport hiérarchique entre les agents du titulaire et la CCI du var.

14-1 – ÉQUIPE AFFECTEE

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations les personnes dont **les profils sont joints à l'offre**. Il apporte des garanties de stabilité concernant l'équipe dédiée et s'engage, sauf cas de force majeure, à maintenir ces personnes sur toute la durée du marché.

Par conséquent, en cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le titulaire doit impérativement en aviser le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit proposer un remplaçant ayant une qualification de niveau et de compétences équivalents et procède au remplacement du personnel dans les 15 jours maximum.

En cas de non-remplacement, la CCI du Var se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire et de nommer un remplaçant aux frais et risques du titulaire en application de l'article 27 du CCAG – PI.

14-2 – RESPONSABLE DE LA MISSION

En cas d'absence prolongée ou de départ du responsable de la mission, le titulaire doit en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la personne publique récuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

14-3 – RECUSATION DU PERSONNEL

Pendant toute la durée de la mission, CCI du Var se réserve le droit de demander au Titulaire de récuser les personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. La CCI du Var doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels recusés dans les conditions précisées à l'article 14.1 du présent CCAP.

ARTICLE 15 – CONFIDENTIALITE

Les dispositions de l'article 5 du CCAG PI s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

ARTICLE 16 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en œuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le titulaire s'engage également à assister le pouvoir adjudicateur dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des personnes concernées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations en matière de protection des données personnelles.

Il est stipulé qu'en cas de manquement aux dispositions de l'article 5.2 du CCAG-PI applicables dans leur intégralité au titulaire ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché, en application des dispositions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 17 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La CCI Var dispose de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Par dérogation au Chapitre 6 du CCAG PI, les dispositions des articles 23, 24 et 25 (Option B) du CCAG PI approuvé par arrêté du 16 septembre 2009 s'appliquent.

Le titulaire cède au fur et à mesure de l'exécution du marché les droits de propriété intellectuelle afférents aux enquêtes, études et documents issus du contrat, de façon exclusive à la CCI du Var pour toute la durée légale de protection des droits, pour tous les pays et toutes les langues.

L'accord exprès et préalable de la CCI du Var devra par ailleurs être obtenu avant toute utilisation ou publication de l'étude ou d'une partie de l'étude.

Ces droits de propriété intellectuelle incluent les droits d'utilisation, d'adaptation, de reproduction, de représentation et d'exploitation des résultats en tout ou partie, comme précisé ci-après :

- le droit d'utilisation qui se traduit par le droit d'utiliser les documents et études pour tous usages, à quelque titre que ce soit,
- le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française et étrangère et en tout langage notamment informatique, de tout ou partie des documents ou études, et plus généralement le droit de traduction, d'arrangement, de modification, d'adaptation, de transformation en tout ou partie et sous forme écrite, orale, télématique, numérique, etc. des résultats aux fins de tout type d'utilisation et/ou d'adaptation,
- le droit de reproduction comporte notamment le droit de stocker les documents et études sur tout support, le droit de reproduire ou de faire reproduire les documents et études, par tous moyens, sous toutes ses formes et sur tous supports, notamment informatiques (CD-ROM, DVDROM, etc.) et sur tout support présent ou à venir, en un nombre d'exemplaires illimité,
- le droit de représentation comporte notamment le droit de représenter ou de faire représenter publiquement les documents et études ou leurs exploitations secondaires par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à savoir la diffusion, la communication par voie analogique et/ou privés, nationaux et/ou internationaux, dans les circuits de diffusion spécialisés ou grand public ;
- le droit d'exploitation qui comporte notamment le droit d'exploiter directement et/ou d'accorder à des tiers, tant en France, qu'à l'étranger par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et/ou d'exploitation des documents et études.

La cession des droits de propriétés intellectuelles est incluse dans le prix de l'étude.

Le titulaire spécifiera tous les éléments des rapports et documents produits dans le cadre de l'étude sur lesquels il existe déjà un droit d'auteur ou tout autre droit de propriété. Il garantira avoir obtenu des titulaires desdits droits ou de leurs représentants légaux l'autorisation d'utiliser lesdits éléments pour les besoins de l'étude. Tout paiement dont le soumissionnaire serait redevable pour le prix de cette autorisation serait, le cas échéant, à la charge du soumissionnaire.

ARTICLE 18 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les dispositions des articles 28 et 29 du CCAG PI s'appliquent sans autres dispositions particulières.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Point de départ du délai pour les opérations de vérifications :

En application de l'article 28.3.2 du CCAG-PI, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Admission, ajournement, réfaction et rejet :

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet à compter de la date de l'accusé de réception du document concerné.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 29 du CCAG-PI (admission tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

La décision de rejet ou d'ajournement précisera les remarques du pouvoir adjudicateur sur les documents fournis et par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG-PI, fixera le délai imposé au titulaire pour corriger ceux-ci.

Le non-respect de ce délai donnera lieu aux mêmes pénalités que celles fixées à l'article 13 du présent CCAP.

ARTICLE 19 – RESILIATION**19.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 39.2 du CCAG PI.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG PI.

Elle prendra effet, conformément à l'article 36 du CCAG PI à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 3 %.

ARTICLE 20 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 27 du CCAG PI s'appliquent.

ARTICLE 21 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le Tribunal Administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 22 – DISPOSITIONS DIVERSES**22.1 – NON VALIDITE PARTIELLE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

22.2 – REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

22.3 – ANNEXES DU MARCHE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

22.4 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

22.5 - NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG PI.

22.6 – MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 23 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG PI

Le présent CCAP déroge à l'article 1.2 du CCAG - PI. À titre non limitatif, les dérogations au C.C.A.G. PI explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. PI
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Responsabilité et assurance	art. 3	art. 9.2
Variation de prix	art. 6	art. 10.1
Pénalités - Clause pénale	art. 13	art. 14.1.1 / 14.1.2 / 14.1.3
Propriété intellectuelle	art 17	Chapitre 6
Opérations de vérification	art 18	art 28.5 / 29.2.1
Résiliation	art 19.2	art 40
Dérogations	art. 24	art. 1.2